

CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS SWEDD

Quand L’inclusion demeure un défi

Dans la dernière décennie, on assiste en Afrique subsaharienne à une augmentation soutenue du Produit Intérieur Brut reflétant ainsi une amélioration de la croissance économique. Cette augmentation de la croissance résulte des transformations économiques et sociales subies par les économies dans les domaines de la productivité, de l’éducation, de la santé, etc. Cependant, une frange de la population active semble exclue de la croissance. Or elle doit être inclusive pour que le bien être obtenu puisse profiter à toutes les couches de la population.

Elle fait partie des conditions à réunir pour que la croissance économique puisse conduire au développement économique. Le projet de développement initié par la Banque Mondiale et appelé SWEDD a pour but de faire profiter aux pays membres, des bienfaits du dividende démographique sur le développement économique Ces pays sont le Burkina Faso, la Cote d’Ivoire, le Mali, La Mauritanie, le Niger et le Tchad. La problématique de la croissance inclusive dans les pays SWEDD est inévitablement liée à la démographie de ces pays, au secteur informel, à la productivité et plus particulièrement à l’exclusion financière.

En effet, les pays membres du SWEDD présentent tous des taux d’accroissement élevé de la population, plus de 2,5% entre 2000 et 2014. Leurs économies sont peu diversifiées avec une agriculture prépondérante et intensive en main d’œuvre peu qualifiée. Le secteur informel domine dans tous ces pays. La répartition des revenus est inéquitable dans tous les pays comme l’indique l’indice de Gini pour tous les pays membres dépassent les 30% en 2014. La majorité de la population rurale est exclue du circuit économique formel.

Le chômage des jeunes qui s’expliquent par la faiblesse de l’offre d’emploi et l’inadéquation de la formation reçue par rapport aux qualifications requises par les employeurs impacte naturellement la qualité de la croissance. L’objectif du présent rapport est de mettre en évidence la situation en matière de croissance économique inclusive dans la zone SWEDD.

Contexte

Les pays SWEDD font partie des pays les plus pauvres au niveau mondial malgré l’augmentation enregistrée par la croissance ces dernières années. Cette dernière a toujours été considérée comme un objectif primordial en Afrique subsaharienne. La particularité des pays SWEDD est qu’ils ont tous un problème quant à la qualité de croissance. Les politiques d’ajustement structurel mises en place par le FMI dans les années 80-90 n’ont pas été un succès pour tous les pays. Ceux du SWEDD restent endettés, les taux d’inflation élevés dans l’ensemble, le chômage en hausse en particulier pour la population jeune et le niveau de développement reste faible. Les performances mitigées des pays membres du SWEDD sont aussi dues à des crises politique, financière et alimentaire et aux sécheresses et inondations récurrentes qui accroissent la fragilité et l’instabilité de la zone.

En 2014, les indicateurs infra-annuels d’activité suggèrent une bonne tenue de l’activité économique en particulier

l’inflation est ressortie à un niveau faible oscillant entre -0,3% et 3,5%. Les taux d’endettement des pays SWEDD en pourcentage du PIB fluctuent en 2014 entre 27 et 40%. En effet le Tchad est le pays qui enregistre le taux d’endettement en pourcentage du PIB le plus élevé après la Mauritanie. Cela s’explique par la chute du baril de pétrole et des crises politiques qui engendrent d’énormes dépenses pour sécuriser le pays.

La Côte d’Ivoire est le seul pays d’Afrique de l’ouest qui présente un excédent de balance commerciale dans la zone. Tous les pays de la zone sont confrontés à d’énormes difficultés pour financer les activités économiques. En effet, en 2014, on constate que les taux d’investissement ne dépassent pas les 20% dans les pays SWEDD alors qu’en Afrique subsaharienne, le taux moyen est de l’ordre de 27% du PIB.

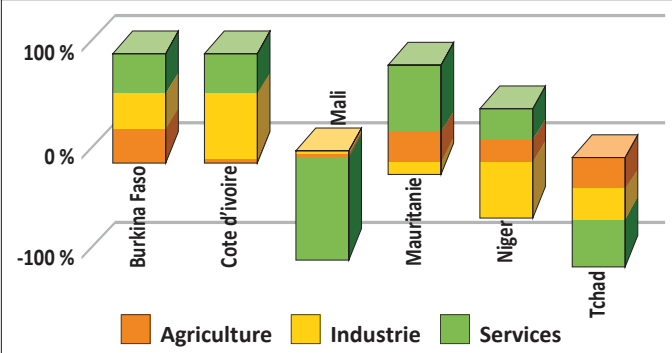
Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et taux d’inflation en % des pays SWEDD en 2000 et en 2014

PAYS	2000		2014	
	Taux de croissance du PIB en %	Taux d’inflation en %	Taux de croissance du PIB en %	Taux d’inflation en %
Burkina Faso	1,89	-0,3	4,03	-0,26
Cote d’Ivoire	-2,07	2,53	8,49	0,45
Mali	-0,06	-0,68	7,04	0,90
Mauritanie	-0,43	3,25	4,21	3,54
Niger	-1,41	2,90	7,05	-0,92
Tchad	1,86	3,82	6,90	1,68

Source : Banque Mondiale

Les pays SWEDD ont des économies basées sur le secteur primaire. Pour la plupart des pays, l’agriculture apporte la plus grande valeur ajoutée et est le plus gros employeur. Les secteurs secondaire et tertiaire tardent à prendre leur envol pour contribuer davantage à la croissance de l’activité économique. En 2014, La contribution du secteur primaire dans le Produit Intérieur Brut des pays SWEDD fluctue entre 40 et 70%.

Graphique 1 : Valeur ajoutée (croissance annuelle en %) des principaux secteurs économiques en 2014



Source : Banque Mondiale

Un marché de l’emploi contraint par l’Offre

La croissance inclusive passe nécessairement par une augmentation du taux d’activité des populations en âge de travailler par conséquent une réduction du chômage et des inégalités des genres. Les pays SWEDD sont caractérisés par un chômage chronique aggravé par un taux de croissance démographique élevé et une population active jeune et peu qualifiée. La population sans emploi exclue de la croissance doit être prise en compte pour parvenir à une croissance inclusive gage d’un développement harmonieux.

Le marché de l’emploi est contraint par l’offre. Le secteur formel emploie une faible part de la population active. L’une des raisons reste l’inadéquation des qualifications des demandeurs aux exigences requises par les employeurs. Les résultats en termes d’emploi et de chômage ne sont pas les mêmes dans tous les pays SWEDD. Au Burkina, en 2014, le secteur agricole concentre 78,4% de l’emploi total, 5,3% pour l’industrie et 13,5% pour les services. Les inégalités de genre réduisent l’impact des politiques d’emploi et de lutte contre le chômage. Dans la plupart des pays, les femmes en âge de travailler sont confrontées à un chômage chronique ou ne cherchent pas d’emploi pour des raisons culturelles et religieuses. La Mauritanie est le pays où l’inégalité se fait plus sentir dans la zone. En effet, en 2014 le taux d’activité des hommes s’élève à 69% contre 27,5% chez les femmes. Dans tous les pays de la zone le chômage affecte plus les femmes et les jeunes.

Niveau de vie, inégalités de revenus et exclusion financière

Les pays SWEDD, font partie des pays les plus fragiles et plus pauvres au monde. Ils ont des niveaux de vie en dessous de la moyenne mondiale. Le revenu national brut par habitant des pays (RNB /hbt) se situe entre 14,71 milliards de dollars PPA et 69,66 milliards de dollars PPA. La Mauritanie a le plus petit RNB par habitant en 2014.

Les femmes sont les plus vulnérables et ne disposent pas pour la majorité de revenus. Elles sont victimes d’exclusion financière. En effet, elles n’ont pas les garanties nécessaires pour accéder aux services financiers du secteur formel. Les banques les considèrent comme des agents à risque élevé. La

population bancarisée dans les pays SWEDD est en dessous de la moyenne de l’Afrique subsaharienne en 2014.

C’est dans ce contexte que la microfinance intervient dans la zone. Elle a permis d’inclure une grande proportion des individus exclus du secteur financier classique. Par ailleurs, il reste du chemin à faire en Afrique subsaharienne et plus particulièrement dans les pays SWEDD, où l’exclusion financière s’explique par une asymétrie d’information sur le monde financier et l’isolement géographique des populations défavorisées qui se concentrent dans les zones rurales, mais aussi par le faible intérêt qu’elles représentent pour les banques classiques.

Un niveau d’inclusion de la croissance économique encore trop faible

En termes de développement humain, l’Afrique subsaharienne est en retard par rapport aux autres régions. En outre, le faible niveau d’inclusion de la croissance économique peut s’expliquer par une faible voire une absence de transformation structurelle. Les pays de la zone ont connu une baisse de la mortalité infantile, des aggravations des taux de fécondité, une hausse du taux d’alphabétisation dans l’éducation et une faible progression quant à l’autonomisation des femmes. La transformation structurelle implique la réalisation d’un développement humain nécessaire pour soutenir une croissance économique durable. Le premier obstacle à la réalisation d’un développement humain dans les pays SWEDD est l’exclusion. En Mauritanie le premier frein de la croissance inclusive sur le développement humain est le secteur sanitaire. La déficience du système sanitaire impacte négativement sur l’éducation. A titre illustratif 40% des écoliers arrêtent l’éducation pour cause de maladie. Les problèmes de l’éducation et de la santé des populations se répercutent sur le marché de l’emploi. En effet, le manque de qualification professionnelle dans les pays SWEDD proviennent de l’inefficience des systèmes éducatif et sanitaire. Le développement humain pourrait accélérer le processus de la croissance inclusive en facilitant le processus de la transition démographique.

Principaux instruments de politique pour une croissance inclusive

Dans les pays SWEDD, le processus de croissance inclusive nécessite un certain nombre d’instruments à utiliser afin d’y arriver. Les autorités publiques peuvent passer par plusieurs canaux tels que la transition démographique par une politique de baisse du taux de fécondité, par le développement humain avec les politiques de scolarisation, l’amélioration de la santé des populations, ainsi que l’accroissement de l’offre d’emploi. Les politiques d’inclusion financières et d’urbanisation complètent l’éventail d’options disponible.

L’Indice de Gini Générationnel (IGG)

Le tableau ci-dessous donne les résultats en ce qui concerne l’Indice de Gini Générationnel pour les années 2008 et 2014 dans la zone SWEDD.

Tableau 2 : Approche participative de l’IGG

Indice de Gini Générationnel	Année 2008	Année 2008
IGG _[15;35]	72%	51%
IGG _[36;64]	66%	30%

Des IGG respectifs de 72% et 66% pour les tranches d’âge 15-35 ans et 36-64 ans montrent qu’il existait des inégalités de revenu au sein de ces deux générations pour la période 2008. Par contre pour l’année 2014, même si ces inégalités en termes de revenu du travail se réduisent (diminution de l’IGG de 21% pour les 15-35 ans et de 36% pour les 36-64 ans), la baisse est beaucoup plus accentuée pour la tranche d’âge 36-64 ans en passant à 30%. Autrement dit, même si les inégalités par rapport au revenu du travail sont moyennes pour les adultes aussi bien que pour les jeunes, elle mérite une attention particulière des décideurs politiques vis-à-vis de ces derniers.

Ainsi, ces résultats pourraient traduire une participation inégalitaire des jeunes et adultes des pays SWEDD au processus de croissance. Ils traduisent aussi une inégalité beaucoup plus renforcée en termes de participation à la croissance des jeunes comparés aux adultes. De plus cela montre que les jeunes dans la zone SWEDD interviennent moins dans la prise de décision et que les efforts entre 2008 et 2014 sont beaucoup plus tournés du côté des adultes.

Au niveau global

Le revenu du travail par tête est passé de 15509 USD annuel en 2008 à 26075 USD en 2014 pour l’ensemble des pays SWEDD. Au même moment, le revenu moyen des travailleurs s’est presque triplé en passant de 43163 USD à 128995 USD. Ce qui traduit d’énormes implications quant au taux de participation à la force de travail (LFPR) et d’inclusion (IR). Les différents résultats sont renseignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Décomposition du revenu par tête au niveau global dans la zone SWEDD

Année	Revenu du travail par tête	Revenu moyen du travail	LFPR	IR
2008	15509	0,38	0,38	0,94
2014	26075	0,23	0,23	0,87

D’après le tableau ci-dessus, on note une baisse des taux de participation à la force de travail et d’inclusion de la population des pays SWEDD entre 2008 et 2014. En fait dans cette partie de l’Afrique, 23% seulement de la population participe à la force de travail en 2014 contre 38% en 2008. En effet cette baisse peut être occasionnée par un taux d’occupation qui ne suit pas l’évolution démographique dans un contexte où les revenus sont élevés et d’existence d’un nombre assez important de

chômeurs découragés. Ce résultat est aussi confirmé par une baisse du taux d’inclusion qui est passé à 87% en 2014.

Selon le groupe d’âge

Dans cette partie nous allons faire une décomposition générationnelle du revenu du travail par tête pour les périodes 2008 et 2014.

Tableau 4 : Décomposition du revenu par tête par groupe d’âge dans la zone SWEDD - 2008

Année 2008				
Groupe d’âge	Revenu du travail par tête (USD)	Revenu moyen du travail (USD)	LFPR	IR
0 à 14 ans	3	-	-	-
15 à 35 ans	2617	3843	0,72	0,95
36 à 64 ans	13898	17612	0,80	0,98
65 ans et +	4912	-	-	-

Ce tableau fait ressortir une inégalité selon l’approche participative entre les groupes d’âge 15-35 ans et 36-64 ans tant du point de vue revenu qu’en terme d’inclusion au marché de l’emploi et de participation à la force de travail. Avec un revenu du travail par tête et revenu moyen du travail respectifs de 2617 USD et 3843 USD en 2008, contre 13898 USD et 17612 USD pour les adultes, les jeunes participent moins à la force de travail et sont moins inclus dans le marché de l’emploi et ce malgré leur poids démographique. Ce qui constitue un défi pour les pays de la zone SWEDD.

Tableau 5 : Décomposition du revenu par tête par groupe d’âge dans la zone SWEDD - 2014

Année 2014				
Groupe d’âge	Revenu du travail par tête (USD)	Revenu moyen du travail (USD)	LFPR	IR
0 à 14 ans	28	-	-	-
15 à 35 ans	8366	24495	0,43	0,79
36 à 64 ans	18482	39622	0,50	0,93
65 ans et +	7365	-	-	-

Le même phénomène observé en 2008 persiste aussi en 2014. Les jeunes disposent moins de revenu et participent moins à la force du travail et au marché de l’emploi que les adultes. Par ailleurs, on peut remarquer que le revenu annuel des jeunes s’est augmenté entre 2008 et 2014 passant de 2617 dollars à 8366 dollars pour le revenu par tête et de 3843 dollars à 24495 dollars pour le revenu moyen annuel des travailleurs. Une hausse des revenus annuels est aussi observée chez les adultes même si celle-ci est moindre comparée aux jeunes. Par contre, malgré une augmentation du revenu, les jeunes aussi bien que les adultes participent moins à la force du travail et au marché de l’emploi comparant l’année 2014 à celle de 2008.

Quoiqu’il en soit si l’on veut une croissance inclusive, des efforts doivent être faits tant au sein des groupes d’âge de façon à faire participer au maximum la population à la force de travail et au marché de l’emploi, qu’entre les groupes d’âge